L'ABEILLE.

PAR BULLETT, BULLEN & MAGNE.

No. 66, rue Carondelet.

NOUVELLE-ORLÉANS.

THÉODORE MARTIN, 6 MARS 1838.

POUR PRÉSIDENT ET VICE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

HENRY CLAY,
DU KENTUCKY.

Nommés à la Convention Nationale

Des nouvelles importantes d'Europe qui nous arrivent depuis hier et offrent une assez intéressante pâture à la curiosité publique, nous obligent à ajourner la publication de plusieurs articles plus ou moins importants. Remarquons, du reste, la législature s'apprêtant à se réunir dans quelques jours, le congrès doit n'être ouvert le 4 de ce mois : nous pourrons bientôt disposer d'un plus grand nombre de colonnes locales.

Nous voyons que beaucoup de gazettes d'Europe prennent l'importation de la dissolution de la Chambre des Députés en France, et nous croyons devoir donner quelques détails à cet égard.

La charte donne au roi le droit de dissoudre la Chambre des Députés quand bon lui semble, pourvu qu'il convoque en même temps les collèges électoraux pour procéder à de nouvelles élections, d'une manière prescrite. Le Roi a usé de ce droit. Le ministère, dans le cas dont il s'agit, a donc pensé fait un coup d'état, mais rien de semblable n'est à craindre. Quelques pamphlets ont seulement paru.

Maintenant la question qui s'élève, et sur la légalité de laquelle il n'y a pas à discuter, est celle-ci : Depuis quand l'élection a-t-elle été déclarée nulle ? Depuis qu'elle aura été déclarée, sans doute. Mais quand cette déclaration a-t-elle été faite ? Jamais. Elle n'a donc pas été faite depuis le 1er août 1837, époque à laquelle le ministère actuel fut constitué. Il a donc été illégalement constitué, et ses actes sont nuls et de nul effet. Ainsi, les députés qui ont été nommés sous son influence ne sont pas députés légalement, et leur élection est nulle et de nul effet. Ainsi, la Chambre des Députés est légalement dissoute, et le ministère n'a pas besoin de convoquer les collèges électoraux pour procéder à de nouvelles élections. Ainsi, le ministère n'a pas violé la charte, et il n'y a pas lieu à un coup d'état.

Le ministère a été constitué illégalement, parce que le roi, dans le choix de ses ministres, doit consulter l'opinion publique, et que l'opinion publique ne voulait pas de ces ministres. Ainsi, le ministère n'a pas violé la charte, parce que le roi, dans le choix de ses ministres, doit consulter l'opinion publique, et que l'opinion publique voulait